

Ces ombres sur le plan de relance européen

✓ Certes, Angela Merkel ne boude plus Emmanuel Macron, soupçonné d'avoir voulu forcer sa main en cosignant, à la veille du Conseil européen du 26 mars, une lettre en faveur des « coronabonds ». Paris et Berlin ont retrouvé depuis une dynamique commune pour jeter les bases d'un plan de relance de plusieurs centaines de milliards d'euros. Certes, Giuseppe Conte, le président

du Conseil italien, reparle à Mark Rutte, son homologue néerlandais qui avait montré une totale insensibilité à l'égard de son pays au plus fort de la crise sanitaire. Pour autant, les derniers signaux venus de Bruxelles ne sont guère rassurants à l'approche du sommet de la fin de semaine. Ce rendez-vous entre les chefs d'Etat et de gouvernement européens est censé permettre à la fois d'approuver

le budget 2021-2027 de l'UE, de régler la question des « conditionnalités » à apposer aux 500 milliards d'euros de subventions du plan de relance, et de valider la création de « ressources propres » pour rembourser la dette.

Il y a d'abord ce micmac autour de l'élection du président de l'Eurogroupe. Pourtant soutenue par l'Allemagne, la France et l'Italie, la ministre des Fi-

nances espagnole a été battue jeudi par son rival irlandais. Or Dublin, qui abrite Apple et Google, est opposé à la création d'une taxe sur les services numériques, l'une des « ressources propres » envisagées par Bruxelles. Charles Michel, le président du Conseil européen, a ensuite présenté vendredi, avant les négociations, une série de concessions destinées aux pays « frugaux », dont une

baisse du budget européen. Le Hongrois Viktor Orban a enfin menacé tout bonnement de ne pas voter le plan de relance si ses financements étaient conditionnés au respect de l'Etat de droit. On connaît l'attrait des Vingt-Sept pour la dramaturgie mais cela fait beaucoup, alors que l'urgence est de mise.

Gilles Sengès
@Gillesengès

Dans une interview à l'Opinion, **Abdelmadjid Tebboune** assure que « l'Algérie est incontournable pour la France » et vice-versa. Il promet d'entraîner son pays vers une « démocratie responsable »

Les vérités du président algérien

Alger-Paris

Six mois après sa prise de fonction, **Abdelmadjid Tebboune** nous accorde un long entretien exclusif. Après les querelles diplomatiques, le président algérien souhaite aller de l'avant avec son homologue français, particulièrement sur les questions mémorielles. Il compte s'impliquer davantage dans les crises du voisinage, en Libye et au Mali. Il promet enfin d'importantes réformes politiques et économiques.

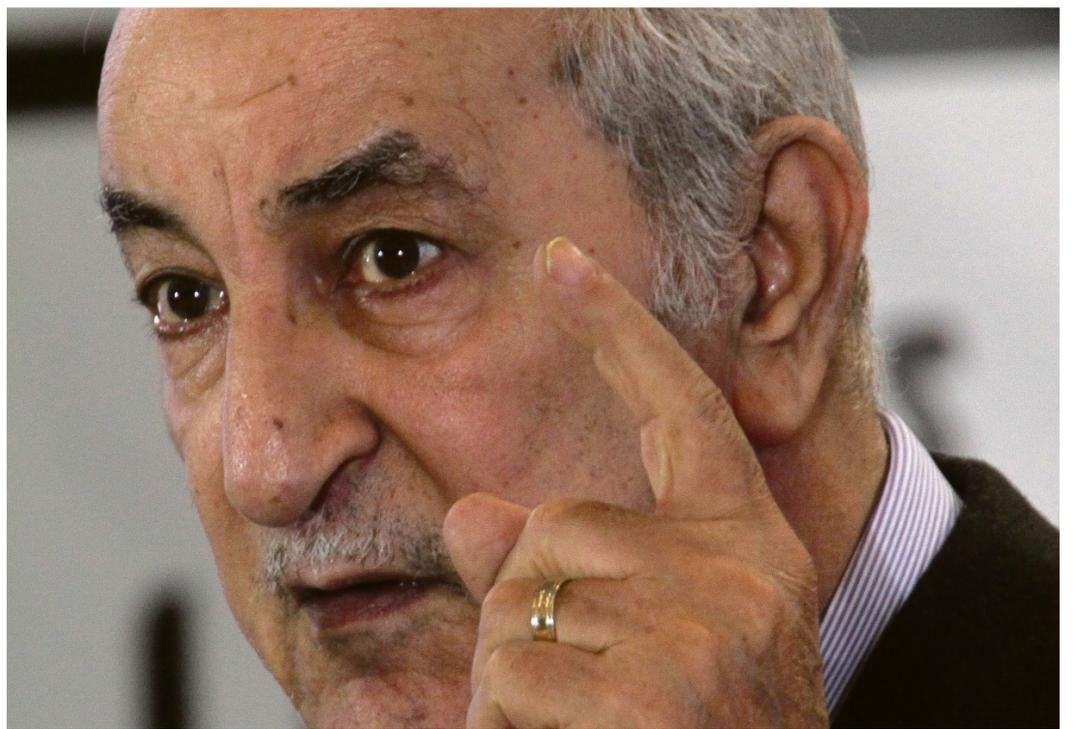
Interview Pascal Airault

ABDELMADJID TEBBOUNE est président de la République algérienne depuis décembre. Il a été élu huit mois après la démission, sous la pression de la rue, d'Abdelaziz Bouteflika, dont il fut brièvement Premier ministre en 2017.

Vous avez eu jeudi un entretien téléphonique avec le président Macron. Ensemble, vous avez décidé de poursuivre le travail commun sur les questions mémorielles. En quoi ce travail de réconciliation va-t-il consister ?

Nous avons évoqué cette question avec le président Macron. Il connaît bien les événements qui ont marqué

notre histoire commune. L'historien Benjamin Stora a été nommé pour accomplir ce travail mémoriel du côté français. Il est sincère et connaît l'Algérie et son histoire, de la période d'occupation jusqu'à aujourd'hui. Nous allons nommer son homologue algérien dans les 72 heures. Ces deux personnalités travailleront directement sous notre tutelle respective. Nous souhaitons qu'ils accomplissent leur travail dans la vérité, la sérénité et l'apaisement pour régler ces problèmes qui enveniment nos relations politiques, le climat des affaires et la bonne entente. L'Algérie est incontournable pour la France, et la France



Abdelmadjid Tebboune : « La mémoire ne peut être estompée et nous ne pouvons pas en faire ce que nous voulons. »

Pire, il y a eu des effets pervers. « C'est l'erreur fondamentale qui a accéléré la rupture avec la population », déplore un « conseiller com' ». Moins de temps pour recevoir les gens, capter les signaux

faibles, faire de la politique... Même le jeu confidentiel des arbitrages a parfois tourné au drame. « On ne pouvait être à la fois au Parlement, sur le terrain et en réunion interministérielle pour porter des posi-

problèmes de mémoires dépassées, nous pourrions avancer avec beaucoup de sérénité. Il existe une coopération humaine, scientifique et économique entre les deux pays. La France vient de perdre sa première place de pays fournisseur de l'Algérie mais ce n'est pas irréversible. Nous avons aussi une très forte communauté en France que nous voulons également servir et préserver.

●●● Page 2

Macron donne son « go » à des cabinets ministériels plus politiques

Monde d'avant

LES MINISTRES SAVOURENT la bonne nouvelle : terminée, la règle des 10 conseillers ! Comme annoncé par Jean Castex, un décret publié au JO dimanche revoit le principe édicté en mai 2017 : désormais, un ministre pourra s'entourer de 15 collaborateurs (13 pour un ministre délégué, 8 pour un secrétaire d'Etat). Le gouvernement devrait ainsi tourner avec plus de 430 conseillers – sans compter ceux des secrétaires d'Etat à nommer – contre 230 en début de quinquennat.

En 2017, la petite révolution d'Emmanuel Macron ambitionnait de stopper la dérive de cabinets pléthoriques devenus « super-administrations », et de mettre en tension la machine d'Etat. Une rupture qui a poussé dans la lumière les patrons d'administration, auditionnés au Parlement ou associés aux réunions politiques... « Dans les faits, ça a râlé et les très hauts fonctionnaires sont restés dans leur ethos d'origine, témoigne l'un d'eux. Il aurait fallu aller au bout du spoil system avec des proches de Macron nommés au sommet des administrations centrales. »

Pire, il y a eu des effets pervers. « C'est l'erreur fondamentale qui a accéléré la rupture avec la population », déplore un « conseiller com' ». Moins de temps pour recevoir les gens, capter les signaux

faibles, faire de la politique... Même le jeu confidentiel des arbitrages a parfois tourné au drame. « On ne pouvait être à la fois au Parlement, sur le terrain et en réunion interministérielle pour porter des posi-

Résultat, des débats qui auraient dû être collégiaux ont été étouffés ; ça a rendu Matignon surpuissant », pointe un conseiller technique.

Certains contournaient déjà la règle : l'Intérieur dépassait le quota, l'Economie disposait de « conseillers cachés » rattachés pour la forme aux administrations... Et l'Elysée a modifié le décret original pour ajouter, fin 2019, un 11e conseiller chargé de suivre l'exécution des réformes et, début 2020, un « conseiller Covid-19 » à la Santé.

Ivanne Trippenbach
@ITrippenbach

Une décennie de défusse de l'Etat sur les entreprises

Le privé accepte sa responsabilité dans la société mais dénonce les injonctions d'une puissance publique plus défiante **Page 3**

L'accent de Jean Castex, l'atout du Président

Les intonations « made in Gers » du Premier ministre peuvent aider Macron à se réconcilier avec la France profonde **Page 4**

Eté 2020. Demandez nos séries !

Feuilleton : « Les vérités du camp d'en face ».
Nous sommes en février 2023. Après la pandémie, la Chine a provoqué un séisme financier... Une fiction de Bernard Attali.

Partie remise. A cause du confinement, ces événements ont été annulés. Avec quelles conséquences ?
Episode 1 : Et le voyage de Macron en Polynésie tomba à l'eau...

Le jour où j'ai pris mon risque. « Prendre son risque », une expression qu'Emmanuel Macron affectionne. Et vous, quand avez-vous pris votre risque ?
Episode 1, Emmanuelle Wargon : « J'ai rejoint Martin Hirsch pour créer le RSA »

Plongée dans l'Etat profond. Fantôme de complotistes ou réalité autrefois appelée establishment ou technocratie ?
Pages 6 à 8

14-Juillet : jusqu'où faut-il privatiser l'armée ?

Le traditionnel défilé militaire du 14-Juillet aura lieu mardi dans un format réduit, à cause des mesures sanitaires **Page 4**

« L'Algérie ne se laissera plus caporaliser »

●●● Suite de la page 1

En 2017, le candidat Macron avait parlé de la colonisation comme un crime contre l'humanité. Cette qualification justifie-t-elle, selon vous, des compensations ?

L'histoire algérienne ne peut être jugée par mimétisme par rapport à ce qui s'est fait ailleurs, notamment quand la Libye a demandé des excuses à l'Italie qui a ensuite payé une dette coloniale. Les Algériens tiennent beaucoup plus à la reconnaissance de l'Etat français de ces actes qu'à la compensation matérielle. La seule compensation envisageable est celle des essais nucléaires. Les séquelles sont encore vives pour certaines populations, notamment atteintes de malformations. Et certains sites n'ont toujours pas encore été traités.

Emmanuel Macron a aussi demandé pardon à la veuve de Maurice Audin...

Il y a aussi presque 20 millions de Français qui ont eu, de près ou de loin, une relation avec notre pays de par leur service militaire et ou l'histoire de leurs aïeux. Le président Mitterrand a donné l'ordre pour faire guillotiner le premier Algérien ; Jacques Chirac a fait son

« Emmanuel Macron appartient à une nouvelle génération. Au moment de l'indépendance, il n'était pas né et il n'a jamais été en accointance avec les lobbies anti-algériens »

service militaire dans notre pays pendant la guerre ; François Hollande a fait son stage de l'ENA à l'ambassade de France à Alger... Emmanuel Macron appartient à une nouvelle génération. Au moment de l'indépendance, il n'était pas né et il n'a jamais été en accointance avec les lobbies anti-algériens. Il a reconnu que la colonisation est presque aussi dramatique que la Shoah. De 1832 à 1962, nous avons comptabilisé plus de 5,6 millions de martyrs.

Diriez-vous, comme Mao Zedong, que l'avenir est radieux mais le chemin tortueux ?

Il est plus que tortueux. Et le président Macron doit lutter contre le parasitage de lobbies minoritaires mais très dangereux qui essaient de saper son travail, notamment des personnes revanchardes connues pour leur anti-algérianité. Ils pensent toujours que l'Algérie a été bradée et n'a pas été libérée, que le général de Gaulle est un traître. Il existe aussi un conglomérat

hétéroclite qui pense que l'Algérie ne doit pas émerger et être tenue sous haute surveillance, en la maintenant dans une certaine faiblesse pour l'empêcher d'influer sur son environnement. C'est contre nature. L'Algérie a toujours influencé les événements au Maghreb et en Afrique subsaharienne. Personne ne peut arrêter le cours de l'histoire. L'Algérie est en train

« L'Algérie a souffert de la maladie de l'ex-président Bouteflika et surtout du gaspillage des gangs qui l'entouraient. Elle doit retrouver sa place et son influence naturelle »

de se développer, de retrouver sa puissance diplomatique. Elle a l'obligation et le devoir de jouer ce rôle-là.

Le Front de libération nationale (FLN) a longtemps incarné un nationalisme tiers-mondiste et anti-impérialiste. Serez-vous le promoteur d'un nationalisme plus démocratique, comme l'incarnaient Ferhat Abbas et Messali Hadj ?

Mon marqueur est plutôt le patriotisme. J'ai grandi dans une famille patriotique. Mon père a vécu douze ans de résidence surveillée car il appartenait à l'organisation des oulémas algériens. Je n'ai pas de modèle précis. Nous sommes au XXI^e siècle et non plus au XX^e, plus idéologique. Je raisonne plus comme un Algérien lambda qui a vécu, dans sa jeunesse, les affres du colonialisme et les privations, qui aime et vénère son pays. Notre pays a souffert. Les Romains y sont restés des siècles. Les Espagnols sont ensuite venus, puis les Turcs au nom du califat, et enfin des Français. Nous sommes aujourd'hui libres et entendons le rester. L'Algérie ne se laissera plus caporaliser par quiconque.

La diplomatie algérienne a pâti de l'affaiblissement du président Bouteflika, particulièrement lors de son dernier mandat. Quelle place souhaitez-vous redonner à l'Algérie dans le concert des nations ?

L'Algérie a souffert de la maladie de l'ex-président et surtout du gaspillage des gangs qui l'entouraient. Elle doit retrouver sa place et son influence naturelle. Nous restons un leader tiers-mondiste, un des pays majeurs du mouvement

des non-alignés. Nous souhaitons accentuer notre africanité et renforcer nos actions diplomatiques en Méditerranée, au sud du Sahara et dans le monde arabe. Une étude américaine en 1994 avait conclu qu'il y avait trois pays pivots sur le continent : l'Algérie, le Nigeria et l'Afrique du sud. Nous avons été une porte d'entrée pour la colonisation, nous avons été de tous les combats pour les indépendances, nous avons ouvert la voie - à tort ou à raison - au régime de parti unique puis au multipartisme. Nous n'avons pas de visées géopolitiques comme d'autres puissances étrangères. Nous

prônons une culture pacifique, menons des médiations et cherchons à établir la paix entre belligérants. C'est notre vocation, même s'il y a



eu un recul dans une période récente. Nous avons effacé récemment 1,4 milliard de dollars de dettes des pays africains, sans le claironner sur tous les toits.

Vos alliés naturels ne sont-ils pas davantage la Chine, sur le plan économique, et la Russie dans le domaine militaire ?

Ce sont effectivement nos alliés naturels. La Chine a reconnu le gouvernement provisoire de la République algérienne le 20 décembre 1958, ouvrant la voie à des relations diplomatiques sans discontinuer. Nous avons été un des pays qui a bataillé le plus pour que la Chine soit admise à l'ONU. La Russie nous a aussi aidés au début de l'indépendance et nous poursuivons aujourd'hui cette coopération. Mais ce n'est pas un choix dogmatique ou idéologique. Nous entretenons aussi une relation étroite avec les Américains et tous les pays impliqués dans la crise libyenne (...).

Remettez-vous en cause la lutte antiterroriste menée par les armées occidentales dont la force Barkhane ?

La lutte contre le terrorisme est légitime. Mais les solutions militaires n'ont jamais été idoines et pérennes. A l'origine, il y a eu un terreau favorable à l'installa-

« Plus de 450 entreprises françaises opèrent dans le pays. Elles sont appelées à jouer leur rôle dans la nouvelle Algérie »

tion du terrorisme couplé à des ingérences extérieures pernicieuses. Il y a aujourd'hui entre 20 000 à 25 000 terroristes actifs entre le Mali, le Burkina et le Niger. Il faut bien sûr régler cette question mais surtout trouver des solutions politiques qui garantissent l'intégrité territoriale du pays (...).

Dans quelle situation économique Eavez-vous trouvé l'Algérie ?

La situation est difficile. Pendant des années, nos ressources ont été bradées et détournées. Puis nous avons vécu une période d'instabilité et nous devons aujourd'hui faire face à une double crise sanitaire et économique alors que notre pays ne peut se départir de sa fonction sociale. Une partie de la population a encore besoin de l'aide étatique pour se loger, se nourrir, se soigner. Cela implique de mieux gérer nos ressources et de générer des plus-values (...). L'objectif est de valoriser toutes ces ressources alors que nous avons perdu 60% de nos revenus pétroliers.

Les réserves de change sont estimées à 58 milliards de dollars, sans oublier les apports annuels des hydrocarbures estimés cette année à 27 milliards de dollars, ce qui nous permet d'accomplir les réformes sereinement. Nous avons combattu la grande corruption. La surfacturation nous coûtait des dizaines de milliards par an. Et nous avons réduit le train de vie de l'Etat et de ses entreprises publiques. Ces économies devraient représenter 20 à 21 milliards de dollars à la fin de l'année. Enfin, nous lançons de nouvelles productions [dans le fer ou le zinc].

Souhaitez-vous promouvoir le « made in Algeria » ?

Nous souhaitons substituer autant que possible les importations par de la production locale afin de créer des plus-values, y compris dans le domaine des hydrocarbures. Nous voulons réaliser plus de valeur ajoutée dans la chaîne automobile, l'agriculture et l'agroalimentaire, l'industrie lourde. Dans la loi de finances complémentaire de 2020, nous avons autorisé l'importation d'usines de moins de cinq ans. Beaucoup d'unités de production sont en train de mettre la clé sous la porte en Europe. Elles peuvent avoir une seconde vie en Algérie. Notre objectif est de fabriquer des produits finis. L'abrogation du 51-49 (obligation d'une majorité algérienne dans le capital des entreprises) nous permet d'attirer de nouveaux investissements. Nous étudierons, si nécessaire, l'ouverture du capital de certaines entreprises publiques

Comptez-vous sur les entreprises françaises ?

Plus de 450 entreprises françaises opèrent dans le pays et se fondent même dans le paysage algérien. Elles sont appelées à jouer leur rôle dans la nouvelle Algérie. Pour rassurer les investisseurs, nous allons interdire toute réglementation d'une durée de vie de moins de dix ans car l'instabilité des réglementations a nui à l'essor des activités.

@P_Airault

« Mon ambition est d'aboutir à une Constitution qui ne permette plus de tripatouiller les textes »

La Constitution devrait consacrer la mise en place d'un système semi-présidentiel...

Dans l'esprit de nos compatriotes, chaque président algérien depuis Ahmed Ben Bella a imposé une nouvelle loi fondamentale pour augmenter le nombre de mandats ou répondre à des situations conjoncturelles. Mon ambition est d'aboutir à une constitution consensuelle et pérenne qui encadre les pouvoirs du chef de l'Etat et ne permette plus de tripatouiller les textes afin de s'éterniser au pouvoir ou de servir les desseins des uns et des autres. Le 22 février 2019, 13 millions d'Algériens sont descendus dans la rue pour exiger le changement. La pose de cette première pierre est la Constitution qui mettra fin aux dérives passées en atténuant le rôle du président et en renforçant le contrôle du Parlement sur l'exécutif. Les libertés publiques seront aussi renforcées. Nous n'avons pas opté pour un système purement parlementaire. Celui-ci poserait des problèmes de gestion de la démocratie car cela nécessite une pratique sur des générations, voire des siècles. L'Algérie est encore une démocratie en construction. Nous sommes sur le chemin d'une démocratie responsable.

Allez-vous aussi revoir le Code électoral ?

La deuxième pierre posée sera la réforme du Code électoral. Les Algériens ne croyaient ni en la légitimité ni en la propreté des élections, en raison des déviations observées par le passé.

La loi électorale chassera l'argent sale des scrutins et freinera le pouvoir des lobbies. Les partis et la société civile pourront donc s'affronter dans les urnes à armes égales. Mon ambition est d'injecter du sang neuf dans les instances locales et nationales. Les jeunes représentent 75% de la population. Il n'y a pas de raison qu'ils n'occupent pas les trois quarts des postes électifs. Il est temps qu'ils accèdent aux sphères du pouvoir et décident de l'avenir de leur pays.

Vous avez été élu sans l'aide du FLN et du RND, les deux grands partis du pays. Allez-vous créer une grande formation de la majorité ?

Je suis opposé à un schéma classique et me suis engagé à ne pas créer de formation politique. Il me faut néanmoins un soubassement populaire pour pouvoir appliquer mon programme présidentiel. Je me suis porté candidat à la présidentielle au nom de la société civile et des jeunes. Et je suis en train de construire des institutions, si le peuple les accepte, où ces deux composantes seront majoritaires. Donc, je n'aurai pas besoin de parti et je ne compte pas, non plus, m'éterniser au pouvoir.

Ne ferez-vous qu'un seul mandat ?

En principe, j'ai été élu pour un seul mandat. D'ici la fin de ce mandat, j'espère obtenir une situation apaisée où les problèmes sociaux

et économiques seront en partie réglés. C'est une transition qui ne dit pas son nom. Il faudrait d'autres conditions pour que je réfléchisse à une nouvelle candidature.

Accordez-vous de nouvelles grâces aux prisonniers du « hirak », le mouvement populaire qui a obtenu le départ d'Abdelaziz Bouteflika ?

Ces gestes vont se poursuivre et visent à l'apaisement. L'opposition et la société civile sont indispensables. La raison elle-même peut déraisonner si elle n'a pas ses barrières. Mais l'opposition ne doit pas se faire dans l'insulte, l'invective et l'appel au soulèvement. Seul un Etat fort et juste peut asseoir la démocratie, le contraire amène l'anarchie et le chaos. J'ai soumis à l'Assemblée un texte de loi condamnant la haine de l'autre, le racisme, le régionalisme. Il a été voté et s'appliquera, tout comme le Code pénal. C'est la condition pour vivre ensemble dans la concorde et l'intérêt de tous. Beaucoup pensent que nous sommes entrés dans une phase de répression. C'est faux. En matière de liberté d'expression, nous sommes le seul pays de la région à avoir plus de 160 quotidiens dont certains sont très caustiques. Nous les soutenons à travers la publicité et le tirage de leurs journaux par des imprimeries d'Etat. Ils ne se privent pas de porter la contradiction politique.

Interview P.A.

Fiscalité, blanchiment, écologie, protection des données... Le privé accepte sa responsabilité accrue dans la société mais dénonce les injonctions d'une puissance publique toujours plus défiante

Une décennie de défausse de l'Etat sur les entreprises

Vases communicants

Au travers d'un recueil de témoignages inédits dévoilé par l'Opinion, l'Institut Messine, le think-tank des commissaires aux comptes, raconte comment l'Etat a délégué un nombre croissant de ses missions vers les entreprises, tout en durcissant son contrôle. Une nouvelle relation doit être mise en place.

Raphaël Legendre

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT, améliorer les conditions de vie et de travail, réduire les inégalités, assurer la protection des données des citoyens. Mais aussi lever l'impôt (via le prélèvement à la source), lutter contre le terrorisme, la corruption et le blanchiment d'argent... En dix ans, l'Etat a transféré d'un nombre important de missions sur les entreprises. De la loi Sapin II au « devoir de vigilance » des sociétés donneuses d'ordres, en passant par le prélèvement à la source ou l'inscription dans le Code civil de la raison sociale des entreprises (loi Pacte), le temps où le Nobel d'économie Milton Friedman affirmait que le seul but de l'entreprise était la maximisation de ses profits est définitivement révolu.

Neuf observateurs privilégiés - intellectuels, chefs d'entreprise, fiscaliste, commissaire aux comptes, haut fonctionnaire... - analysent cette évolution dans un recueil de témoignages publié par l'Institut Messine, le think-tank de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, que dévoile l'Opinion. Qu'il s'agisse de l'ancien vice-président du Conseil d'Etat Jean-Marc Sauvé, de la philosophe Monique Canto-Sperber ou de l'ancienne secrétaire générale de la CFDT Nicole Notat, tous dressent le constat d'un Etat qui s'est déchargé de certaines de ses missions sur les entreprises tout en durcissant son contrôle administratif, rendant ses demandes « difficilement supportables pour les entreprises », témoigne le président de la CPME, François Asselin.

Bien-fondé. Plusieurs raisons à cela. La première : l'Etat surendetté est partout mais ne peut pas tout. « Faute de moyens, les Etats doivent confier la réalisation de ces nouveaux objectifs en partie aux acteurs privés », constate ainsi Monique Canto-Sperber, ancienne directrice de Normale sup. La seconde : avec l'essor de la mondialisation, les grandes entreprises sont parallèlement devenues extrêmement puissantes. « Les Etats n'ont plus aucun pouvoir sur des acteurs économiques mondialisés, observe Nicole Notat. « Devant l'étendue des échanges, l'essor des nouvelles technologies, l'évolution de la nature des

guerres, l'Etat a désormais besoin de relais sur certains de ses domaines classiques de compétence comme la police, les droits de l'Homme, la protection de l'environnement », explique le secrétaire général de Veolia, Helman le Pas de Sécheval.

Troisième raison : plus de dix ans après l'explosion de la crise de 2008, l'opinion publique est de plus en plus critique vis-à-vis du système économique. Elle exprime une demande de moralisation du capitalisme, nourrie par les politiques qui surfent sur la vague pour accélérer la « défausse » de l'Etat.

Aucune des personnalités interrogées ne remet en cause le bien-fondé d'un appel plus large aux acteurs privés. « La grande majorité des entreprises ne vivent pas la responsabilité sociale et environnementale ou l'éthique dans les affaires comme des coûts ou des contraintes supplémentaires, mais bien davantage comme des opportunités de future création de valeur, de réputation, d'attractivité de la marque », indique Nicole Notat, fondatrice de l'agence de notation sociale et environnementale Vigeo. Beaucoup d'entre elles ont même devancé l'Etat « dans l'appréhension et la prise en charge des grands risques systémiques », ajoute Jean-Marc Sauvé.

La manière dont l'Etat organise cette coopération pose, par contre, un vrai problème. Cette tendance « ne serait pas une mauvaise chose si elle impliquait une vraie délégation

de responsabilité et si elle résultait d'une véritable réflexion sur les meilleures modalités de réalisation de l'action publique », analyse Nicole Notat. Au contraire, les entreprises se retrouvent prises en tenaille entre charge croissante de responsabilités et durcissement des contrôles de l'administration. « Le problème de fond vient de la philosophie de l'administration qui estime que, sans mesures coercitives, elle n'arrivera à rien. Je crois pour ma part à l'inverse : sans encouragement, l'administration n'arrivera à rien », souligne François Asselin.

Impraticabilité. Loi après loi, norme après norme, cette délégation est de plus en plus coûteuse et chronophage, sans que l'Etat « semble jamais se poser la question du coût qu'impliquent les nouvelles missions confiées aux entreprises ou de la faisabilité et des moyens », observe Helman le Pas de Sécheval. Pire, les sanctions sont parfois disproportionnées. « Le vrai danger pour l'Etat vient de sa propension à imposer des normes irréalistes. L'impraticabilité de certaines de ses injonctions, sans parler de ses exigences contradictoires, a tendance à décrédibiliser son pouvoir normatif », ajoute Monique Canto-Sperber.

La présidente du concours 2019 d'entrée à l'ENA n'a pas dit autre chose dans un rapport au Premier ministre, en début d'année. Femme du privé, Isabel Marey-Semper a constaté avec effroi que les candidats considéraient les entreprises « exclusivement comme une source de financement de l'action de l'Etat par les recettes fiscales. » La tentation est d'ailleurs forte, pour certains, de résumer la France à son Etat. « Le public et le privé sont deux mondes qui s'ignorent ou se défient, voire se méprisent », écrit-elle.

Ces témoignages ont été recueillis fin 2019, avant l'éclatement de la crise. Depuis, l'Etat est revenu en force, plaçant l'économie sous assistance respiratoire. L'emprise du public sur le privé va probablement se durcir. « Après s'être délesté pendant des années de missions sur le dos des entreprises, l'Etat s'apprête selon moi à inverser la tendance. Grâce à la révolution du traitement des données, il va reprendre la main en direct, analyse Rolland Nino, commissaire aux comptes et directeur général de BDO France. Les entreprises se sont beaucoup plaintes de ce mouvement de défausse de l'Etat mais, à mon sens, ce n'était rien en comparaison de ce qui les attend : un contrôle permanent et extrêmement invasif de l'administration à terme ». Une intrusion qui ne manquera pas de poser des questions essentielles en termes de libertés.

@LEGENRA



Collecte de l'impôt, lutte contre la corruption : Bercy délègue un nombre croissant de missions sur les entreprises.

« Citoyens et entreprises sont considérés d'abord comme des contribuables susceptibles de tricher »

BERNARD GAINNIER est président de PwC.

Est-il légitime que l'Etat se défausse sur les entreprises ?

Je ne le formulerais pas comme cela. Parce que la société est de plus en plus complexe et interdépendante, je comprends que l'Etat soit de plus en plus exigeant vis-à-vis des entreprises. Certaines situations autrefois tolérées par l'opinion publique ne le sont plus aujourd'hui. Le besoin de confiance s'est accru et l'Etat a accompagné ce mouvement, même si parfois il réagit avec un certain retard. Améliorer la fiabilité des transactions, comme le fait la loi Sapin II par exemple, impose certainement des contraintes supplémentaires sur les entreprises. A nous de prendre notre responsabilité. Prenons l'exemple du prélèvement à la source : c'est vrai qu'il s'agit d'un mandat supplémentaire de collecte de l'impôt parce que l'Etat manque de moyens. Les entreprises s'occupent déjà de la collecte de la TVA ou des prélèvements sociaux. Mais l'instauration d'un environnement de confiance fait partie des fonctions régaliennes de la puissance publique.

Dans le travail de réflexion intitulé Reconstruire que vous avez amorcé après la

crise, vous plaidez quand même pour une redéfinition des relations Etat-entreprises...

L'Etat ne peut plus tout contrôler seul, le monde est trop complexe. Mais s'il veut que les choses se passent de façon responsable et cohérente, il faut qu'il fasse davantage confiance. Le vrai problème, c'est l'attitude de l'Etat vis-à-vis de ses citoyens et des entreprises. L'un comme l'autre sont

« Si la défiance de l'administration publique vis-à-vis du privé est si grande, ce n'est pas du fait des fonctionnaires à titre individuel, c'est une question de leadership »

considérés d'abord et avant tout comme des contribuables susceptibles de tricher. Cette défiance se traduit par un durcissement des contrôles. Pour apprendre à travailler avec l'ensemble des parties prenantes, une évolution est indispensable : l'Etat doit changer d'attitude. Il doit travailler avec et non contre, de façon moins autoritaire.

Comment changer cette culture administrative ?

Si la défiance de l'administration publique vis-à-vis du privé est si grande, ce n'est pas du fait des fonctionnaires à titre individuel, c'est une question de leadership. Le changement ne pourra venir que par des décisions politiques fortes. On ne retrouve pas cette culture de la défiance et du contrôle dans les pays d'Europe du Nord ou anglo-saxons. Pour travailler ensemble, il faudra retrouver une confiance mutuelle. C'est cette défiance qui remet en cause les institutions aujourd'hui et les fragilise.

Des expérimentations comme la « relation de confiance » ou le « droit à l'erreur » visent précisément à cela. Ont-elles fonctionné ?

Les politiques ont essayé de changer cette donne et les choses ont un peu progressé. Mais il faut aller plus loin. Quand une entreprise est en difficulté, il faut à tout prix trouver des solutions acceptables pour les deux parties, Etat et entreprise. Cela nécessite un environnement sécurisé. Une entreprise n'ira pas voir le fisc pour un conseil ou un rescrit si elle craint d'être contrôlée ensuite. Encore une question de confiance réciproque !

Interview R.L.

Europa
Manfred Weber

Les provocations d'Erdogan appellent une réponse forte



IL EST COUTUME de dire que l'Union européenne est un géant économique mais un nain diplomatique, tant elle peine à répondre de manière coordonnée aux crises qui secouent le monde. Si je ne partage pas forcément ce constat, l'impuissance coupable de l'UE face aux provocations répétées de la Turquie risque bien de me convaincre... En effet, comment pouvons-nous rester les bras croisés quand un pays tiers s'en prend directement et de manière répétée à nos amis européens ?

C'est bien simple, depuis plusieurs mois, c'est à un véritable festival de défiances que se livre Erdogan. En février, il n'a pas hésité à rouvrir unilatéralement sa frontière vers l'Europe, foulant aux pieds notre accord sur l'immigration et instrumentalisant sans vergogne des milliers de personnes désespérées, dont des femmes et des enfants. Depuis, des garde-côtes turcs sont souvent signalés en train d'escorter des bateaux emplis de migrants vers les îles grecques. A cet égard, je tiens à saluer le travail remarquable du Premier ministre Mitsotakis et des forces de sécurité pour protéger la frontière.

En parallèle de ce jeu odieux, Erdogan n'hésite plus à s'affranchir ouvertement des droits souverains de Chypre et de la Grèce en forant de manière illégale dans la zone économique exclusive de la première et en annonçant son intention de prospecter dans les eaux de la seconde. Et que dire de l'ingérence d'Ankara dans le conflit libyen ou encore du comportement « extrêmement agressif » de la Turquie contre une frégate française engagée dans une mission de l'Otan en Méditerranée ?

Jeu de dupes. Intimidation entre alliés d'une même organisation internationale, chantage face à l'Europe... Le leader turc joue un jeu dangereux. Son attitude est simplement inacceptable et il est de la responsabilité de l'UE et des Etats membres de faire monter la pression contre lui. Certes, l'UE a pris des sanctions économiques, mais ce n'est pas assez. Il faut une condamnation claire et sans ambiguïté des agissements de la Turquie.

Par ailleurs, il est aussi grand temps d'arrêter le jeu de dupes qui consiste à faire croire que le pays pourra entrer un jour dans l'Union. Ce n'est pas souhaitable et les multiples provocations sont l'occasion de clore le débat. Mettons fin au processus d'adhésion et travaillons à un partenariat ambitieux et honnête.

En première ligne sur le sujet, j'ai pu, avec mes collègues du groupe PPE et au grand dam de la gauche, rappeler cette position au cours de la dernière session plénière du Parlement européen.

Ce lundi, c'est au tour des ministres des Affaires étrangères de se réunir pour évoquer la question. Le Français Jean-Yves Le Drian a redit récemment que « la France estime indispensable que l'Union européenne ouvre très vite une discussion de fond, sans tabou, sans naïveté sur les perspectives de la relation future de l'UE avec Ankara, et que l'UE défende fermement ses propres intérêts car elle en a les moyens ». Si les paroles s'envolent, les écrits restent... Voyons si cette volonté saura se transformer en réponses concrètes face aux menaces d'Erdogan. L'Europe et surtout nos amis grecs et chypriotes en ont fortement besoin.

Manfred Weber est député allemand au Parlement européen, président du groupe Parti populaire européen (PPE).

Guillaume Farde enseigne l'économie de la sécurité et de la défense à Sciences Po. Docteur en sciences de gestion, il est également passé par le privé

Partenariats public-privé : jusqu'où faut-il pousser la privatisation de l'armée ?

14-Juillet

Le traditionnel défilé militaire du 14 juillet aura lieu mardi dans un format réduit, à cause des mesures sanitaires. Il se déroulera sur la place de la Concorde et l'accent sera mis sur l'engagement des unités dans la lutte contre la pandémie. Dans le cadre de l'année De Gaulle, la mémoire du fondateur de la France libre sera également célébrée.

Interview Jean-Dominique Merchet

GUILLAUME FARDE vient de publier *Le continuum de sécurité nationale : quelles externalisations pour demain ?* avec Romain de Calbiac (éditions Hermann).

Sous le mot d'« externalisation », une partie de la sécurité et de la défense est, en France, désormais confiée au secteur privé. Faut-il aller plus loin vers une privatisation des armées ?

Privatiser non, car ce serait un abandon. Il s'agit plutôt, pour les armées, de travailler avec le privé dans le cadre de partenariats et de contrats. Cette idée est une rupture avec deux siècles de tradition, que j'appelle le paradigme de Valmy. De manière très schématique, à partir de la Révolution, la France a chassé toutes les considérations mercantiles de la sécurité et de la défense parce que se battre pour la République, c'était se battre pour un idéal supérieur, incarné par l'Etat. En France, « puissance publique » et « contrat » forment deux notions antinomiques, contrairement au Royaume-Uni par exemple. Cette idée de la puissance publique avait été systématisée en droit par le doyen Maurice Hauriou (1856-1929). Dans ce modèle, pour la défense et la sécurité, l'Etat se passe totalement du privé. Les choses ont commencé à changer dans les années 1990.

Désormais, il y a donc du privé dans le domaine militaire ?

Bien sûr. Dans la théorie des firmes, le grand arbitrage consiste à répondre à la question : faire ou faire faire ? Dans le modèle traditionnel français, les armées faisaient tout. C'était un modèle managérial très rigide et autonome. Le privé pouvait vaguement être fournisseur d'équipements, mais il existait des arsenaux d'Etat. A partir des années 1990, sous l'effet de la réduction des budgets, des tâches « ancillaires » ont commencé à être confiées au privé : restauration, entretien courant, gardiennage... Les réticences sont progressivement tombées. Aujourd'hui, le débat n'est plus entre « étatistes » hostiles à l'immixtion du privé et « libéraux » favorables à l'externalisation à tous crins, il porte sur les modalités de mise en œuvre de partenariats public-privé devenus incontournables. En revanche, on observe une gestion au coup par coup des externalisations : ni les Armées ni l'Intérieur n'ont défini une méthode, une stratégie.

Peut-on faire un premier bilan de cette privatisation ?

Il est contrasté. Avec des réussites, comme Hélicadax : pour former ses pilotes d'hélicoptères, l'armée avait 53 Gazelle vieillissantes et souvent indisponibles, que son budget ne permettait pas de renouveler. Dans les années 2000, le ministère a innové en achetant des heures de vol à une société de droit privé créée par DCI. Avec 36 hélicoptères, celle-ci fournit 22 000 heures de vol par an pour la formation des élèves pilotes. Le reste du temps, ces appareils servent à autre chose. La société porte le risque d'exploitation, pas l'Etat. Le plus gros échec, c'est Balard, le site du ministère des Armées. Un investissement de l'ordre du milliard confié à la société Opale (Bouygues, Thales, Sodexo, Exprim, Dalkia). Ni le ministère ni Bouygues ne semblent satisfaits de l'économie générale du contrat. La part du ser-



SIPA PRESS

Les troupes de l'armée de terre lors du défilé du 14 juillet 2019.

vice par rapport au remboursement de la dette est, selon moi, trop faible pour que le montage soit intéressant.

Des sociétés privées pourraient-elles participer aux opérations ?

Cela existe : CAE aviation loue des avions aux services de renseignement (DGSE, DRM) pour des missions au Sahel ou en Libye. Ou la location de gros-porteurs russes ou ukrainiens pour le transport stratégique. Comme aux Etats-Unis, les activités privées portent surtout sur la logistique, la maintenance et la formation. La société britannique Babcock vient de conclure un contrat avec l'armée de l'air fran-

çaise pour la formation initiale des pilotes de chasse sur les nouveaux avions Pilatus PC-21.

Faut-il aller plus loin, avec des sociétés militaires privées qui participeraient au combat, comme l'américaine Blackwater a pu le faire en Irak ou la société russe Wagner ?

La loi du 14 avril 2003 sur le mercenariat l'empêcherait sûrement. Au-delà, le marché français n'est pas en état de proposer cela. Depuis 2010, on parle en France d'entreprises de services de sécurité et de défense (ESSD) mais il n'y a pas vraiment de cadre, à l'exception des gardes armés à bord des navires.

Qu'en est-il pour la sécurité intérieure ?

Depuis 2016, l'Etat parle d'un continuum entre la sécurité et la défense, ce qui crée un axe gradué ou une série de cercles concentriques : des missions les plus locales et les moins sensibles à celles les plus internationales et les plus sensibles, ces dernières étant généralement jugées non déléguables par l'Etat. Les attentats de 2015 ont changé la donne. Sans sécurité privée, il est désormais impossible d'organiser de grands événements. Les 170 000 agents de sécurité privée sont, en effectif, la première force de sécurité du pays. Certains peuvent être armés : à l'origine, les transporteurs de fonds, puis la loi de 2017 a élargi cette possibilité.

Quid de la cybersécurité ?

C'est le front pionnier du « continuum » public-privé, là où il est le plus abouti, avec l'Agence de sécurité des systèmes d'information (Anssi). L'Etat fixe un cadre réglementaire, tout en structurant le marché avec une politique de certification des acteurs. Par exemple, la loi oblige les « opérateurs d'importance vitale » à assurer leur propre cybersécurité, sous contrôle de l'Anssi qui leur fournit une liste de sociétés labellisées pour les y aider. C'est un modèle à suivre. @jdmerchet

Les macronistes ne sont pas les derniers à railler les intonations « made in Gers » du Premier ministre

L'accent de Jean Castex, l'atout d'Emmanuel Macron

Calcul

Pourquoi Jean Castex à Matignon ? C'est l'une des questions auxquelles Emmanuel Macron devra répondre mardi lors de sa première interview télévisée de 14-juillet.

Nathalie Segauines

C'EST PEU DIRE que la nomination de Jean Castex à Matignon a produit un choc culturel dans la macronie. Dans cet univers de jeunes dandies filiformes aux costumes ajustés de chez Jonas & Cie, l'arrivée au premier plan du cinquagénaire à la coupe de cheveux un peu floue et aux costumes flottants a fait l'effet d'une éolienne hissée dans le parc du château de Versailles. En « off », un macroniste de la première heure se demande comment Emmanuel Macron a pu choisir « un VRP » pour remplacer « l'élégant » Edouard Philippe... « C'est sûr qu'avec Castex, on n'est pas chez Old England », persifle un rouge de LREM.

Lorsque le nouveau Premier ministre s'est mis à parler, les sarcasmes ont largement dépassé les rangs de la macronie. Jean-Luc Mélenchon, qui avait déjà moqué l'accent d'une journaliste en 2018, s'est déchainé, qualifiant Jean Castex de « métayer de circonstance » qui « parle à deux à l'heure pour dire des banalités ». « Soit il se moque de nous, soit c'est le maximum dont il est capable », a décrété le leader de La France insoumise.

Pour Edouard Philippe non plus, l'accent n'est guère un atout. « Je vous laisse avec Jean Castex : il a un accent énorme, mais il est très compétent », avait-il cru bon de préciser au cours d'une réunion sur le confinement alors qu'il était encore Premier ministre, a rapporté *Le Parisien*. « Non monsieur le Premier ministre, c'est vous

qui avez un accent ! » avait répliqué le haut fonctionnaire, piqué au vif.

Double mépris. Pour Michel Feltin-Palás, coauteur avec Jean-Michel Aphatie de *J'ai un accent, et alors ?* (Michel Lafon), cet accueil singulier réservé à Jean Castex traduit « un double mépris : celui, traditionnel, de la bourgeoisie parisienne à l'égard de la province, mais aussi un mépris social, celui des élites à l'égard du peuple. » « Tout le monde a un accent, souligne le journaliste. Mais l'accent standard est celui de la bourgeoisie parisienne. La norme est établie par ceux qui ont le pouvoir ».

De là à penser qu'avec son accent du terroir, Jean Castex est plus à même de se rapprocher du peuple que son prédécesseur, il n'y a qu'un pas. Un faux pas, selon Michel Feltin-Palás : « Vous pouvez avoir un bel accent gascon et être aussi bien Prix Nobel que roi des imbéciles. L'accent ne dit rien de la compétence, pas plus que la couleur de peau ou des yeux. La discrimination par l'accent est une discrimination du même ordre que toutes les autres ». Pour le communicant Philippe Moreau Chevolet, le choix de Jean Castex relève pourtant bien du calcul politique : il doit permettre de reconquérir les catégories populaires, dont est coupé Emmanuel Macron, jugé trop élitiste. « Castex cultive la « dimension plouc » car elle fait partie du casting », juge-t-il. Ce que confirme un proche du Président : « La caste parisienne prend Castex pour un con, c'est la meilleure chose qu'il puisse nous arriver ».

Le chef de l'Etat aurait choisi un Premier ministre au look passe-partout sur les conseils de... Bernard Tapie. Une stratégie qui s'avèrerait déjà payante : « En une semaine, le ton a changé, se félicite un responsable macroniste. En province, les maires nous disent qu'ils pourraient se réclamer de ce Premier ministre-là aux sénatoriales. »

@NSegaunes

Choix publics
Erwan Le Noan

Le nouveau gouvernement va-t-il tuer la droite ?



LE REMANIEMENT N'EST, a priori, pas une bonne nouvelle pour la droite parlementaire. Jean Castex est pompidolien : son discours est pragmatique, frappé au coin du « bon sens » (voir les contributions de Christophe de Voogd, Fondapol). A côté d'un Président à qui l'on a reproché - notamment pendant la crise de la Covid - une expression complexe et désincarnée, le Premier ministre parle clairement, en « bon père de famille », comme disaient les juristes. Il contraste aussi face aux militants qui cherchent à transformer la réalité par un discours constructiviste.

Voilà qui pourrait marquer les mois à venir, à la manière de La Fontaine qui rappelle les évidences communément partagées, bien que souvent tues : le laboureur souligne que « le travail est un trésor », la fourmi pointe l'impératif de production, le souriceau se garde « de juger les gens sur la mine », les rats ironisent sur la profusion des commentateurs et la rareté des exécutants.

En confiant, en outre, les ministères régaliens à des personnalités supposées incarner l'ordre et la robustesse, l'exécutif envoie le message que les désordres des derniers mois vont prendre fin. Au fond, il n'a probablement pas d'autre objectif que de « tenir » jusqu'à 2022, en donnant une tonalité « de droite » matinée de quelques initiatives environnementalistes.

Ce faisant, c'est un espace politique qui se réduit pour la droite, qui aurait pu s'en saisir et contester un pouvoir souvent hésitant à trancher le registre dans lequel il s'inscrit, attaquant le « en même temps » par sa faiblesse.

Le champ de la rhétorique se ferme, celui de l'action se rétrécit. Il est peu pro-

bable que l'audace réformatrice jaillisse soudain, pour des raisons politiques (le temps a passé depuis 2017 et il a été agité) et conjoncturelles (comment lancer de grands projets dans un pays en crise et en proie à de vives tensions sociales ?). Mais en relançant la réforme des retraites, le Président prépare déjà le trophée réformateur qu'il pourra afficher en 2022.

Sabordage. Emmanuel Macron a-t-il, dès lors, tué la droite ? La réponse est incertaine. D'abord, parce que si la droite se meurt, c'est qu'elle ne cesse de se saborder. Occupée à ses luttes fratricides, elle brille par l'absence de travail de fond et la profusion d'idées saugrenues. Espérer trouver sa place sur un marché en se contentant de souhaiter que son concurrent ne s'effondre, tout en proposant une offre illisible, ne peut être une recette de succès.

Ensuite, parce que le « bon sens » ne suffira pas au gouvernement pour relever le pays. Une fois l'effet de nouveauté disparu, que lui restera-t-il pour puiser son énergie politique ? Expédier les affaires courantes et quelques initiatives symboliques semble mince pour relancer l'économie et apaiser des colères violentes. En outre, le diagnostic des échecs passés a-t-il vraiment été fait ? Ce qui a peiné en trois ans peut-il soudain fonctionner ?

Au final, la voie reste étroite. Le Président a donc toutes les chances d'être réélu face au RN. Mais si, pour une raison imprévisible, il venait à s'effondrer encore, les électeurs risquent de se retrouver face à un choix impossible... et la droite méritera sa nouvelle déroute.

@erwanlenoan

Coronavirus: Deborah Birx fait parfois polémique, mais garde la confiance de Trump

QUATRE MOIS APRÈS avoir contribué à convaincre Donald Trump qu'il fallait fermer une partie des Etats-Unis pour enrayer la propagation du coronavirus, Deborah Birx doit désormais relever le défi de conseiller le président à propos des retombées de la pandémie sur la santé publique.

Selon des responsables de l'administration, le président veut avant tout relancer l'économie et milite pour une réouverture du pays malgré le nombre record de contaminations. L'ex-homme d'affaires écoute de plus en plus ses conseillers économiques et politiques et de moins en moins les experts sanitaires, ont précisé ces hauts fonctionnaires.

Mercredi, il s'est opposé aux experts en santé publique de son administration, jugeant les consignes des CDC (les centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies) pour la réouverture des écoles trop chères et trop contraignantes.

Mais alors que Donald Trump a écarté d'autres spécialistes renommés, dont l'expert en maladies infectieuses Anthony Fauci, Deborah Birx reste une figure influente de l'administration. La coordinatrice de la lutte contre le coronavirus de la Maison-Blanche est très proche du vice-président Mike Pence et joue un rôle central dans la réponse de l'administration à la résurgence du virus en Floride, au Texas, en Arizona et dans d'autres Etats.

Ancienne ambassadrice pour la coordination mondiale contre le sida, Deborah Birx a corrigé avec diplomatie les déclarations erronées de Donald Trump. Des proches expliquent qu'elle fait très attention à ne pas contredire le président en public pour ne pas perdre sa confiance.

« Elle est très adroite sur le plan politique. Elle sait quelles batailles elle peut gagner et quelles batailles sont perdues d'avance », souligne le docteur Fauci, l'un de ses mentors.

Les conseillers de Donald Trump reconnaissent que le président n'est pas facile à convaincre. « C'est ce que l'on essaie tous de faire, poursuit Anthony Fauci. On donne des conseils basés sur des faits, des preuves et la science, puis le président prend sa décision. »

Deborah Birx a refusé la demande d'interview formulée auprès du bureau du vice-président.

Experte de renommée mondiale en immunologie et en recherche sur les vaccins, elle fait depuis quelques mois partie du quotidien des Américains, qui la voient aux côtés du président lors des points presse du groupe de travail sur le coronavirus. Comme Anthony Fauci, elle a d'abord été saluée de toutes parts pour la clarté de ses explications sur les risques liés au virus et les efforts de l'administration pour l'enrayer.

C'est sous sa houlette qu'ont été préparées les consignes de distanciation sociale de l'administration, puis les recommandations envoyées aux Etats pour le déconfinement. Donald Trump a appris à l'apprécier et à se fier à son avis, qu'elle sait transmettre au président sans l'irriter.

« Elle a beaucoup contribué à l'apaisement », affirme un haut fonctionnaire.

Mercredi, la porte-parole de la Maison-Blanche, Kayleigh McEnany, a déclaré à la presse que le président faisait confiance aux recommandations des experts de l'administration, ajoutant que « c'est à lui de décider ce qu'il fait de ces éléments ». Elle a précisé que le président était régulièrement informé des débats du groupe de travail.

« Le docteur Birx est un membre très précieux de l'équipe de lutte contre le coronavirus du président Trump », a déclaré de son côté Alyssa Farah, directrice des communications stratégiques de la Maison-Blanche dans un communiqué publié après la publication du présent article. « Elle apporte des décennies d'expérience de la santé publique et de travail sur le terrain. Nous la remercions de l'aide constante qu'elle offre au pays au moment où nous l'emportons sur le virus. »

Pourtant, pour ses détracteurs (dont des membres de l'équipe gouvernementale de lutte contre le coronavirus), elle n'en a pas fait assez quand le président Trump a minimisé la menace que constitue le COVID-19, qui a tué plus de 130 000 personnes aux Etats-Unis.

« Elle a répété des éléments de langage politiques déguisés en données. Elle est complice de la volonté de l'administration de politiser



Experte de renommée mondiale en immunologie et en recherche sur les vaccins, Deborah Birx fait depuis quelques mois partie du quotidien des Américains, occupant le poste de coordinatrice de la lutte contre le coronavirus de la Maison-Blanche.

et de minimiser la gravité de la crise sanitaire que nous vivons, ça ne fait pas l'ombre d'un doute », a affirmé le mois dernier Angela Rasmussen, virologue à l'université Columbia, sur son compte Twitter.

Richard Horton, rédacteur en chef du journal *The Lancet*, a demandé la démission de Deborah Birx et Anthony Fauci après que Donald Trump a annoncé le retrait des Etats-Unis de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Démocrates et experts en santé publique ont vertement critiqué Deborah Birx pour certains des propos qu'elle a tenus en public ces derniers mois. À plusieurs reprises, elle a été accusée d'avoir largement édulcoré la menace que constitue le virus.

Dans un entretien accordé en mars, elle a déclaré que Donald Trump était « très attentif

« Elle est très adroite sur le plan politique. Elle sait quelles batailles elle peut gagner et quelles batailles sont perdues d'avance »

à la littérature scientifique, aux détails et aux données ». Un commentaire qui a fait bondir les détracteurs du président et certains membres de l'administration, qui affirment que Donald Trump n'écoute les présentations que d'une oreille. D'autres ajoutent que, pendant des mois, il a régulièrement oublié d'assister aux réunions du groupe de travail.

En avril, lorsque Donald Trump s'est interrogé sur la pertinence des désinfectants ou des UV pour tuer le virus, Deborah Birx a refusé de le critiquer. Interrogée sur ce point, elle a déclaré : « J'en ai marre que la presse continue de parler de ça, cela détourne l'attention de ce que nous pouvons vraiment faire, en tant que peuple américain, pour nous protéger les uns les autres ».

De leur côté, certains hauts fonctionnaires minimisent les tensions qui existent entre les experts sanitaires et le président.

« Tout le monde veut rouvrir [l'économie], estime Anthony Fauci. On a l'impression qu'il

s'est créé une opposition entre défenseurs de la santé publique et défenseur de l'ouverture, alors que, ce que je dis, c'est que l'on devrait utiliser les procédures sanitaires pour rouvrir le pays. »

Au fur et à mesure de l'augmentation des contaminations, Deborah Birx est devenue une figure publique de la lutte contre le COVID. Elle a accompagné Mike Pence lors de plusieurs déplacements dans des zones très touchées de Floride et du Texas, apparaît souvent lors des points presse du groupe de travail et s'entretient régulièrement avec les gouverneurs.

En coulisses, elle se concentre sur la collecte des données. Elle transmet les statistiques comté par comté aux gouverneurs toutes les semaines et parcourt la Maison-Blanche (fréquemment avec un masque) les bras chargés de classeurs. Lors d'une réunion du groupe de travail sur le coronavirus il y a quelques semaines, elle s'est interrogée sur la manière dont les CDC enregistrent les morts liés au virus, militant (avec d'autres) pour un réexamen de la manière dont ces décès sont comptabilisés quand la source est un certificat de décès potentiellement incomplet ou imprécis.

Selon l'un des membres du groupe de travail, « sa capacité à croiser des données pour savoir comment agir est déterminante ».

Mais Deborah Birx est aussi critiquée de l'intérieur. Trois sources proches du dossier ont affirmé qu'elle avait parfois fait des déclarations contradictoires ou erronées au sujet du virus.

Selon ces personnes, en privé, elle a remis en cause le décompte des contaminations dans d'autres pays et estimé que les gens les plus aisés seraient plus touchés par le virus aux Etats-Unis, ce qui s'est révélé faux.

En avril, elle a déclaré que le port du masque faisait toujours débat et que cela pourrait donner un faux sentiment de sécurité, alors qu'elle défend aujourd'hui ces dispositifs. La question du masque a, plus généralement, fait l'objet de messages parfois opposés : Jerome Adams, médecin en chef des Etats-Unis, a affirmé fin février dans un tweet que « les masques ne sont PAS efficaces », tandis qu'Anthony Fauci a expliqué que leur port n'avait pas été encouragé en début de pandémie parce qu'il en fallait pour le personnel de santé.

Parfois, Deborah Birx a aussi milité pour des mesures soutenues par la communauté scientifique, par exemple pour l'intensification des tests. Lors de la première réunion du groupe de travail, elle a déclaré qu'il fallait que les laboratoires privés puissent aussi en réaliser pour que la campagne de dépistage monte en puissance, selon des sources proches du

En avril, lorsque le Président s'est interrogé sur la pertinence des désinfectants ou des UV pour tuer le virus, l'immunologiste a refusé de le critiquer

dossier. C'est grâce à cette décision clé que les tests ont pu débiter dans le pays, ce qui a contribué à limiter la propagation du coronavirus.

Si elle est parfois la cible des récriminations, l'ancienne immunologiste militaire ne se prive pas non plus de critiquer les décisions des autres. Les premières doses de remdesivir, un médicament utilisé pour traiter le coronavirus, n'ont pas été envoyées dans les hôpitaux qui en avaient le plus besoin, un faux pas qui a valu un courriel incendiaire de Deborah Birx à ses collègues, selon un responsable qui a lu le message au *Wall Street Journal*.

Les défenseurs du docteur Birx affirment que la détermination dont elle fait preuve loin des caméras en fait un élément clé de la réponse publique à l'augmentation des contaminations.

« Nous traversons une période difficile et délicate, a déclaré Anthony Fauci. C'est vraiment la personne idéale. »

Andrew Restuccia et Stephanie Armour
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original

Think again
Eric Le Boucher



Grâce à l'Europe, ne désespérez pas des Etats-Unis

C'EST ENTENDU, NOTRE GRAND ALLIÉ est au plus mal. A l'inverse des autres continents, l'Amérique n'est pas parvenue à mettre le coronavirus sous contrôle et les Etats-Unis accusent le record mondial de victimes avec 135 000 morts. La récession mord durement malgré un semblant de rebond de l'emploi. La Covid a encore creusé les inégalités et le pays est ravagé par des émeutes raciales de profondeur inédite. Coïncidence de quatre crises : Donald Trump qui prétendait remettre « l'Amérique devant » obtient l'inverse, un déclin sanitaire, des fragilités sociales accrues et, sur la scène mondiale, une sortie accélérée de la Pax americana.

Ce retrait du monde fait penser au professeur de Princeton Harold James à la disparition de l'Union soviétique, morte d'une perte de leadership et d'un effritement interne par exaspération de tensions sociales. Ou bien encore, selon Xiao Li (pseudo d'un professeur immigré aux Etats-Unis), à la Chine de la Révolution culturelle, l'obstination d'un modèle dans l'absurde - le communisme maoïste ici, le capitalisme oligarchique là - jusqu'à son effondrement.

Ces comparaisons font réfléchir. Le XX^e siècle a été « américain » avec le début de la domination économique en 1914, la suprématie intellectuelle acquise grâce au New Deal en 1930 et l'imperium militaire imposé en 1945 par la victoire dans les deux guerres contre l'Allemagne et contre le Japon. Le XXI^e siècle est contre-américain avec le partage obligé de la suprématie économique avec la Chine, le début du repli militaire sous Obama et la chute intellectuelle sous Trump.

Capitalisme rhénan. C'est tout de même aller bien vite en besogne. Il est certain que la part américaine dans le PIB mondial est passée de 40% en 1960 à quelque 20% aujourd'hui, que la Chine représente une alternative commerciale et technologique bientôt complète et que les fragilités du capitalisme anglo-saxon provoquent une contestation politique croissante. Mais la force militaire des Etats-Unis reste inégalée pour longtemps, son avance technologique reste considérable (les Gafa nous le démontrent quotidiennement dans toutes nos activités professionnelles ou personnelles), la vigueur du système reste impressionnante comme un Elon Musk le prouve.

Surtout, l'élection de Donald Trump a réveillé les imaginations politiques... et curieusement redonné du lustre au modèle intellectuel européen. Xiao Li n'a pas tort, Trump aurait été l'ultime flambée d'un capitalisme exagérément actionnarial et il aurait provoqué sa chute avec la sienne lors de la prochaine élection (les sondages donnent 14 points d'avance à Joe Biden). Le tout marquerait un virage américain vers un capitalisme rhénan ou, si l'on veut, un retour au New Deal de Roosevelt. L'Europe sauvée par les

Le programme économique de Joe Biden, dont on commence à découvrir les contours, s'enracine en effet dans une vision sociale-démocrate « à l'européenne »

Etats-Unis en 1944, les Etats-Unis sauvés par l'Europe en 2020... Ce schéma face à la Chine, le concurrent d'aujourd'hui, l'ennemi économique et intellectuel si l'on veut, a du sens.

Le programme économique de Joe Biden, dont on commence à découvrir les contours, s'enracine en effet dans une vision sociale-démocrate « à l'européenne ». Lors d'une visite dans une usine de Dunmore, dans sa Pennsylvanie natale, cette semaine, il a révélé son plan BBB, pour « Build back better ». Par un nationalisme affiché, il tâche de séduire les électeurs ouvriers partis chez Trump et, par des impôts et dépenses, promet de rebâtir une économie inclusive « pour tous les

Américains », à commencer par les Noirs. Son plan veut relancer l'innovation par le financement de 300 milliards supplémentaires dans la recherche-développement, accélérer les investissements publics dans les infrastructures et doter les administrations de 400 milliards pour acquérir des produits américains. Le résultat serait la création de 5 millions d'emplois.

Déficit. Joe Biden veut « mettre fin au capitalisme actionnarial » (shareholder value) et il accuse Donald Trump d'avoir fait de Wall Street « la métrique de sa politique (...) en oubliant les familles américaines ». Le candidat devrait expliquer le

Le candidat démocrate ne révolutionne pas la politique, dommage que la gauche semble mondialement incapable de se réinventer un logiciel pour l'époque. Mais vu d'Europe, le programme de la gauche américaine n'est pas loin de ce qui se pratique de Copenhague à Rome

reste de son programme dans trois autres discours d'ici à la convention démocrate en août, successivement sur les infrastructures et l'énergie propre, sur le social et l'éducation du XXI^e siècle, ainsi que sur l'équité raciale.

Le tout serait financé par un déficit accru, Joe Biden cédant à la pression de la gauche de son parti sur ce sujet, et par des impôts et taxes de 4 000 milliards de dollars sur dix ans. Une hausse fiscale qui serait supportée, selon l'université de Wharton, à 54% par les 0,1% de la population disposant des plus hauts revenus (et à 80% par les 1% gagnant le mieux leur vie).

Le candidat démocrate n'a pas gagné, l'économie reste son point faible dans l'opinion américaine. Il lui faudra aussi affronter les attaques contre ce plan jugé immédiatement « dangereux et fou » par l'équipe Trump. Joe Biden ne révolutionne pas la politique, dommage que la gauche semble mondialement incapable de se réinventer un logiciel pour l'époque. Mais vu d'Europe, et sous bénéfice d'inventaire plus complet, le programme de la gauche américaine n'est pas loin de ce qui se pratique de Copenhague à Rome. Il remet en selle une politique sociale-démocrate très classique, redonnant à l'Etat un rôle puissant dans la redistribution sociale et les services publics de soin, de transport et surtout d'éducation.

Est-ce suffisant par rapport à la nouvelle ambition chinoise ? Est-ce que ce virage européen se doublera d'un resserrement des liens atlantiques, commerciaux, technologiques, fiscaux ? Rien n'est moins sûr. Le repli des Etats-Unis sur eux-mêmes a marqué les mandats de Barack Obama dont Joe Biden était le vice-président. Les Européens ne devront pas s'illusionner. Ce n'est sûrement pas le moment pour eux de trop miser sur Joe Biden, s'il est élu, et d'abandonner la relance de l'Union telle qu'elle été enfin décidée ces dernières semaines.

Le seul bénéfice historique du mandat Trump aura été de provoquer la prise de conscience que l'Europe devait reprendre activement sa propre construction. La Pax americana est datée, le parapluie américain est bel et bien fermé, l'Union ne doit miser que sur elle-même. Mais au moins Américains et Européens vont-ils pouvoir se reparler. La communauté intellectuelle et politique sur le modèle de société pourrait se ressouder. L'Amérique comme partenaire privilégié n'est pas morte. Notre allié resterait l'ami américain.

@EricLeBoucher



Feuilleton (n°2)

CHAPITRE II. 10 HEURES 15. « Dites, président, quelle épitaphe imaginez-vous sur ma tombe ? » demande Louis songeur.

En s'installant devant un petit ordinateur, il essayait de détendre l'atmosphère.

« Non, mais tu as le cœur à plaisanter ? rugit Charles-Henri. Tiens, j'écrirais : Désolé pour la poussière ! »

Charles-Henri Salina avait été très beau. Il l'était encore. Regard dur, port altier, tout en lui désignait un homme habitué à être obéi. Sa tenue d'intérieur, d'un raffinement discret, datait un peu. Il cachait mal son aversion pour Louis, cet avocat aussi retors qu'imprévisible. Ses volte-faces politiques, son goût pour les causes médiatisées, lui avaient toujours inspiré de la méfiance. Le fait que Louis ait été commis d'office pour assurer sa défense, alors qu'il ne voulait pas d'avocat, l'avait ulcéré. Il n'aimait pas que son image soit accolée à la sienne.

« Je sais, dit Louis. Vous ne m'avez jamais aimé. Mais je suis là pour vous défendre aujourd'hui. Alors... les vieilles rancunes... Président Salina, je vous présente

#Fiction
Nous sommes en février 2023. Après la pandémie, la Chine a provoqué un séisme financier. Naguère industriel et financier puissant, proche du monde politique, Charles-Henri a été mis en examen par des insurgés pour sa responsabilité dans la crise. Il prépare sa défense.

Aude et Karim, continua-t-il en montrant une jeune femme blonde et un homme tendu et sombre, attendant sur le pas de la porte. Ils travaillent à mon cabinet et doivent m'aider à faire votre portrait devant le tribunal... Voulez-vous rappelez votre chien s'il vous plaît ?

« Harpo, viens ici ! » dit Charles-Henri en rappelant à ses pieds un grand chien couleur chocolat. « Méfie-toi de ce type », dit-il en montrant Louis. « Bonjour Mademoiselle », ajouta-t-il à l'intention d'Aude.

Puis, après un rapide coup d'œil à la silhouette de la jeune femme : « Mais asseyez-vous donc. Pardonnez ma mauvaise humeur mais votre patron me tape sur les nerfs... Même quand il n'a rien à dire il le dit quand même. »

Un mouvement fatigué de la main pour rajuster sa tenue. Sorti de l'ombre, un majordome d'origine asiatique proposa un fauteuil à la jeune femme. Son compagnon, resté en arrière, un instant surpris par l'accueil, saisit lui-même une chaise dans un coin en regardant autour de lui, impressionné par le luxe de la pièce.

« Ne faites pas attention à Tao, dit-il en désignant le majordome. Il est sourd et muet », précisa Charles-Henri.

Vêtu de noir, sans âge, celui-ci se déplaçait mécaniquement. Son visage indéchiffrable déplut d'emblée à la jeune femme. Elle le regarda avec méfiance jusqu'à ce qu'il glisse sans un bruit derrière une tenture.

« J'ai recruté Aude parce qu'elle est nulle en droit. Ça me repose... Non je plaisante ! Elle est docteur en philo. En revanche, Karim, lui, c'est un méchant. Il vient des cités, vous verrez... Mais il a quand même fait une licence de lettres et son droit. Je l'ai formé comme pénaliste. Ils doivent faire votre portrait mais aussi vous préparer à affronter le procureur. Ils ne vont pas vous ménager, mais c'est pour affûter vos arguments, railla Louis.

« Affûtons, affûtons... », dit Charles-Henri en fermant les yeux et en repoussant une pile de papiers sur un grand échiquier en marbre lui servant d'écrivoire.

Il lui proposa de se servir à boire, montrant un bar dans un coin de la pièce.

Mais il ne lâchait pas Aude du regard. La robe couleur jade de la jeune femme, un peu trop élégante pour une séance de travail, mettait en valeur ses yeux verts et sa pâleur enfantine. Son charme était fait de beaucoup de fragilité et d'un peu de provocation, même si elle donnait le sentiment de ne pas bien mesurer son pouvoir de séduction.

Charles-Henri semblait las. Des jours entiers à attendre. Des questions à n'en plus finir. Et de quoi allait-on encore l'accuser ? Son corps lui paraissait lourd.

Bernard Attali
A suivre...

l'Opinion
Le meilleur moyen d'avoir la vôtre

REJOIGNEZ LE CLUB DES GENS BIEN INFORMÉS

1€
le premier mois
(puis 15,90€/mois)

OFFRE 100% NUMÉRIQUE
ACCÈS INCLUS À THE WALL STREET JOURNAL
SANS ENGAGEMENT

25,90€
par mois

OFFRE INTÉGRALE, PRINT ET WEB
ACCÈS INCLUS À THE WALL STREET JOURNAL
SANS ENGAGEMENT

Abonnez-vous en ligne :
lopinion.fr/abonnement

Abonnement par téléphone
01 55 56 70 73 (lundi-vendredi / 9h-18h)
En cas de difficulté pour vous abonner en ligne, contactez-nous : abonnements@lopinion.fr
Offre réservée à nos nouveaux abonnés.

Partie remise (1/4). Prévus entre le 15 mars et le 11 mai, ces événements auraient dû faire la une. En raison du confinement, ils n'ont jamais eu lieu. Retour sur ces rendez-vous manqués

Et le voyage d'Emmanuel Macron en Polynésie tomba à l'eau...

EN CE 2 MARS, la crise sanitaire provoquée par le coronavirus ne fait que commencer à s'abattre sur l'Hexagone. Même si le confinement du pays est encore loin d'être envisagé, l'Élysée opère une correction importante dans l'agenda du Président : celui-ci devait se rendre en Polynésie du 16 au 18 avril ; il n'ira pas. L'équipe du « Château » chargée d'organiser la visite devait partir sur place le lendemain ; elle défera ses valises.

Ce rendez-vous, qui, en raison de la durée du voyage, allait occuper pratiquement une semaine du temps si précieux du « maître des horloges », devait être l'occasion de belles images, symboliques et chaleureuses. Un chef de l'Etat français l'est-il tout à fait s'il n'a pas été immortalisé colliers de fleurs autour du cou, admirant le déhanchement des vahinés, exaltant l'attachement de la Nation pour ces terres perdues au milieu de l'océan, à 17 000 kilomètres de Paris ? A l'Élysée, on avait commencé à phosphorer. Pourquoi une caméra ne suivrait-elle pas Emmanuel Macron tout au long du déplacement dans le cadre d'un format long pour un magazine ?

Même si tout n'était pas encore définitivement gravé dans le marbre, le Président devait commencer son déplacement à Tahiti, puis aller sur deux ou trois autres îles parmi les 118 que compte une collectivité d'outre-mer s'étendant sur plus de 2 000 kilomètres : Hiva Oa, Tikehau et Fakarava figuraient sur la liste. Pour le préparer, Annick Girardin, la ministre de l'Outre-mer, s'y était rendue en février. Elle avait été précédée par Dominique Perben, en novembre. L'ex-ministre chiraquien, en contact direct avec le Président, connaît le personnel ultramarin sur le bout des ongles.

Face à la Chine. Le voyage avait été conçu selon trois lignes directrices. D'abord, il devait avoir une forte coloration écologique : Emmanuel Macron devait participer au One planet summit, organisé à Papeete pour la zone Pacifique. Ensuite, il avait un fort contenu diploma-



Ce décor de carte postale derrière Emmanuel Macron aurait pu être celui de la Polynésie française, s'il s'y était rendu en avril dernier. Mais il s'agit en réalité de l'île Glorieuse, dans l'Océan Indien, qu'il a visité en octobre 2019.

tique. Tous les chefs d'Etat et de gouvernement d'Océanie avaient été conviés (depuis le début de son mandat, le chef de l'Etat s'emploie notamment à nouer un axe stratégique avec l'Australie). Face à la Chine, de plus en plus influente dans la région, il s'agissait d'envoyer un signal fort. Enfin, le troisième objectif était plus intérieur : l'aide apportée par l'Etat au développement du territoire devait être mise en avant. Emmanuel Macron devait ainsi visiter le site qui accueillera les épreuves de surf lors des JO de 2024...

Emmanuel Macron s'apprêtait à être le sixième locataire de l'Élysée à se plier à cette figure imposée d'un mandat présidentiel. Le général de Gaulle y était allé en septembre 1966. Il avait alors assisté à un essai au centre d'indépendance nucléaire de Mururoa - le clou de sa visite. Valéry Giscard d'Estaing avait fait le voyage en juillet 1979 et s'était vu décerner le nom tahitien de « Taouere », qui est aussi celui d'un petit atoll. « Je m'efforcerais de le garder », avait-il promis lors de son discours à la mairie de Papeete. François Mitterrand s'y déplaça

en mai 1990 avec faste. « Il avait fait le voyage avec 420 personnes, deux Concorde et un autre avion... On avait refait la piste de Tahiti pour que le Concorde puisse atterrir », a rapporté, en décembre dernier, René Dosière, ex-député PS et spécialiste du train de vie de l'Etat, dans *Midi Libre*.

« Cochons éventrés ». Jacques Chirac y vint en juillet 2003 et fut alors accueilli par son grand ami et grand manitou polynésien, Gaston Flosse. Pour François Hollande, ce fut en février 2016. Sur le chemin, il s'est arrêté à Wallis-et-Futuna. « Le moins qu'on puisse dire, c'est que le dépaysement est total. Nous arrivons sur la place principale de la ville aux allures de village. Une trentaine d'énormes cochons éventrés reposent sur le dos. Chaque cochon porte le nom d'un des membres de la délégation. Charmant », écrit Gaspard Gantzer, son conseiller en communication, dans son livre *La politique est un sport de combat*.

Seuls Georges Pompidou et Nicolas Sarkozy n'y sont pas allés. Pour se rattraper, ce dernier avait enregistré une allocution solennelle destinée aux Polynésiens... en février 2012, à quelques encablures de la présidentielle.

Au second tour, il avait alors obtenu 53,26%. En 2017, face à Marine Le Pen, Emmanuel Macron a lui décroché 58,4%. Mais au premier tour, son résultat a été très décevant : François Fillon est arrivé en tête avec 35,3% et lui, troisième, avec seulement 14,70%. Dans la perspective de 2022, la Polynésie n'est donc pas une terre à négliger. « Même si le réservoir électoral n'est pas gigantesque [il y a 200 000 électeurs], il est important », fait observer un bon connaisseur de l'Outremer, alors que LREM a passé une convention avec le Tapura, le parti d'Edouard Fritch, le président du pays (aux élections locales, celui-ci fait ce qu'il veut ; pour les élections nationales, un processus de codécision a été mis en place). Le voyage du chef de l'Etat a ainsi été reprogrammé en octobre.

Ludovic Vigogne @LVigogne

Le jour où elle a pris son risque

« J'ai rejoint Martin Hirsch pour créer le RSA »

Episode 1

« Prendre son risque ». C'est une des expressions préférées d'Emmanuel Macron. Et vous, quand avez-vous pris votre risque ? Cet été, pour l'Opinion, trente personnalités se dévoilent.

Emmanuelle Wargon

« NOUS SOMMES EN 2007. 11% des Français sont au chômage et 13,4% vivent sous le seuil de pauvreté. Chaque jour, ce sont plusieurs millions de nos concitoyens qui se lèvent tous les matins pour aller travailler et qui, malgré tout, n'arrivent pas à s'en sortir. Pire, certains d'entre eux ont moins de pouvoir d'achat en ayant repris une activité plutôt qu'en restant au chômage.

Cette même année 2007, un certain Martin Hirsch m'appelle. Il vient de faire son entrée au gouvernement et, dans un petit bureau de passage, m'explique son projet en griffonnant deux courbes que j'ai du mal à comprendre. Personne ne croit alors à son Revenu de solidarité active (RSA). Personne ne veut le financer et surtout aucun ministère ne souhaite y consacrer une équipe. Nous nous connaissons très peu, mais face à face dans ce bureau, nous partageons une détermination et une envie de faire, qui ne peut se résoudre à accepter tous les freins du système.

Treize ans plus tard, l'histoire semble plus facile à raconter : après avoir lancé plus d'une trentaine d'expérimentations dépar-



SIPA PRESS

tementales d'incitation au retour à l'emploi, nous avons réussi à généraliser le RSA, en partant d'un budget de 30 millions d'euros qui finira à 3 milliards. Pourtant, rien n'était écrit d'avance. Une maxime nous a fait tenir et conduit à cette belle réussite : « Au possible nous sommes tenus ! »

Cette conviction d'un besoin de solidarité, je la tiens de mon père. Créateur du RMI, il m'a transmis des valeurs humaines et sociales,

Une maxime nous a fait tenir et conduit à cette belle réussite : « Au possible nous sommes tenus ! »

qui sont aujourd'hui encore au cœur de mon ADN politique. La lutte contre la précarité, l'accompagnement des plus fragiles, voilà le rôle de la puissance publique face à une société en crise.

C'est forte de cette certitude que je suis devenue le bras droit de ce Haut-Commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté et à la jeunesse, qui n'avait pas encore de bureau, de budget ni même d'équipe. C'était un pari risqué, mais l'enjeu valait qu'il soit pris. Un risque que je n'ai jamais regretté et que j'ai pris pour que des millions de Français ne soient plus enfermés dans la pauvreté et puissent accepter un emploi et un salaire pour vivre dignement de leur travail.

Emmanuelle Wargon est ministre déléguée au Logement.



Comment les dessinateurs de presse ont-ils vécu la crise sanitaire aux quatre coins du globe ? Tour du monde en 30 étapes. En partenariat avec Cartooning for Peace.



Etape 1. Jihou (France) - Facebook : @jihou.dessins.de.presse

Créé par Plantu et Kofi Annan en 2006 et présidé par Kak, Cartooning for Peace est un réseau international de dessinateurs et de dessinatrices de presse engagés à promouvoir, par le langage universel du dessin de presse, la liberté d'expression et les droits de l'Homme. www.cartooningforpeace.org



Plongée dans l'Etat profond

EPISODE 1/8. « L'effroi d'un honnête homme qui se réveille ficelé par des brigands. »

L'expression « Etat profond » relève plus du complotisme que du discours politique. Et pourtant...

L'Etat profond est apparu en France le 21 août 2019 en début de soirée. Il faisait beau. Dans une salle de réception du VII^e arrondissement de Paris, les journalistes de la presse présidentielle accueillirent Emmanuel Macron pour faire le point sur les grands dossiers politiques de la rentrée. Deux jours auparavant, le président de la République avait reçu, à Brégançon (Var), son homologue russe Vladimir Poutine. Interrogé sur ce sujet, il lâche alors l'expression d'« Etat profond ». A deux reprises.

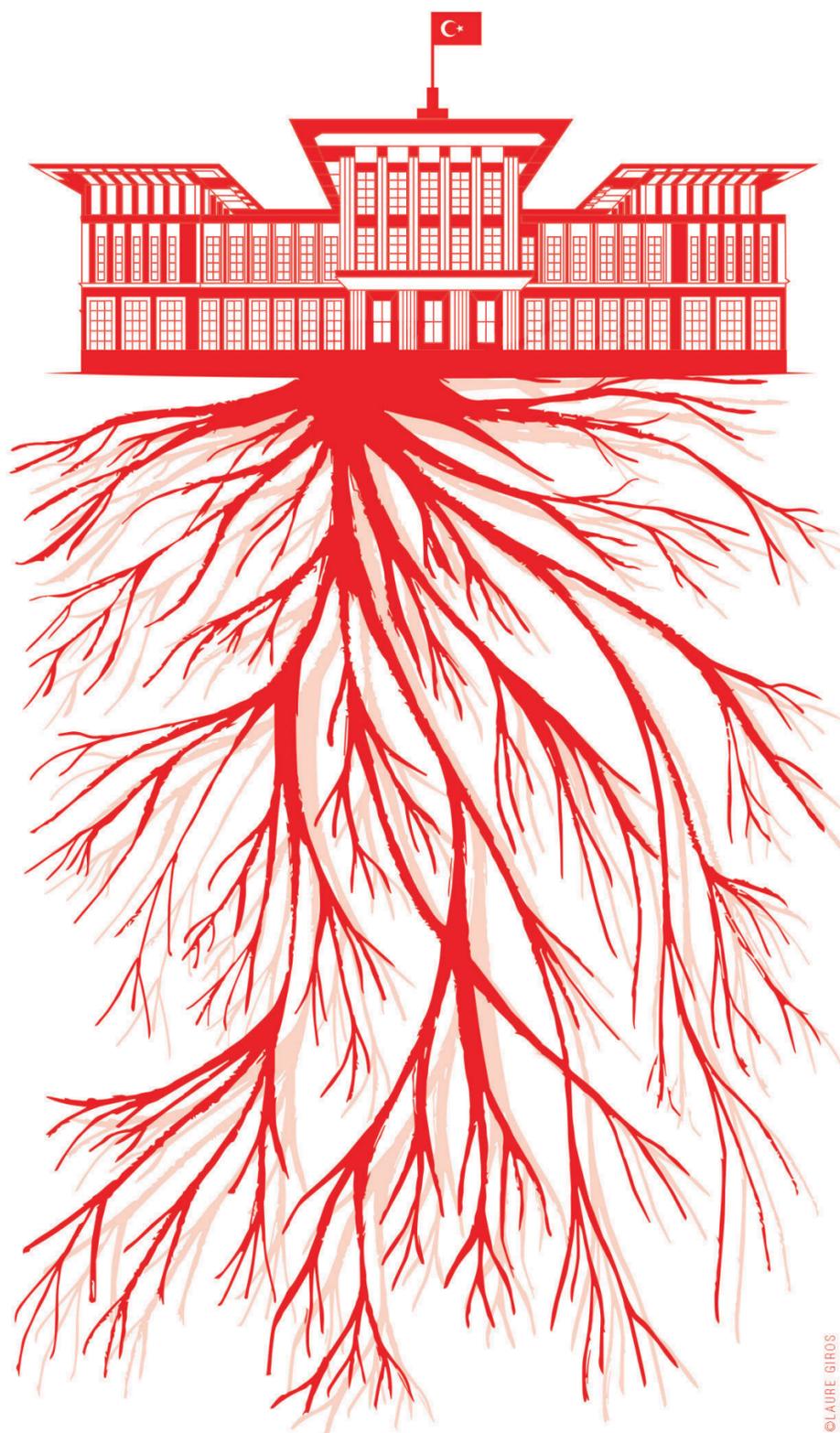
« Etat profond » ? Deep State ? En France, ce sont des mots plus courants dans les milieux complotistes que dans la bouche d'un chef de l'Etat. Et, sauf erreur de notre part, c'était la première fois qu'un Président français en exercice les employait. En public. Car, en privé, Emmanuel Macron semble en faire un usage fréquent.

Que voulait-il dire ? Que sa volonté de rapprochement avec la Russie suscitait l'opposition des « Etats profonds de part et d'autre, à Paris comme à Moscou ». Puis que les discussions autour des communiqués faux des sommets comme le G7 n'étaient que « des chicayas de bureaucrates et d'Etats profonds ». Six jours plus tard, rebelote dans les salons de l'Elysée. Devant la conférence des ambassadeurs - un parterre très « Etat profond » -, Emmanuel Macron revient à la charge : « Nous avons nous aussi un Etat profond comme diraient certains théoriciens étrangers ».

Agenda secret. Sourires crispés dans la salle, où beaucoup ont en tête les mots du président Donald Trump dénonçant, lors d'un meeting en septembre 2018, ces « agents non élus de l'Etat profond qui poussent leur propre agenda secret et sont véritablement une menace pour la démocratie ». Profond : ce jour-là, Emmanuel Macron semble apprécier ce mot. Dans son discours au corps diplomatique, il l'emploie pas moins de 94 fois ! Mais cela ne suffit pas sans doute pas à expliquer l'usage inédit d'une notion aussi controversée que celle d'Etat profond.

De quoi parle-t-on en effet ? Il existe, au moins, trois manières d'interpréter ce concept. La première est franchement complotiste : il y aurait, tapi dans nos institutions, un Etat secret qui gouvernerait hors du contrôle démocratique. Pour qui travaille-t-il ? A qui rend-il compte ? Le Grand Capital, les Juifs, les Francs-Maçons, les Américains, George Soros, les « aliens » de la zone 51... Les Jésuites sont un peu passés de mode, comme la « Synarchie » des années 1940. Pour la beauté de la chose, c'est dommage, mais tant de scénarios fantasques restent à inventer.

Deuxième possibilité : celle décrite en 1964 par deux universitaires américains David Wise et Thomas B. Ross dans un ouvrage consacré à la CIA, *The Invisible Government*. Si les premiers mots sont dignes d'un thriller, le contenu est documenté. « Il y a aujourd'hui deux gouvernements aux Etats-Unis. L'un est visible. L'autre est invisible. Le premier est le gouvernement sur lequel les citoyens s'informent dans les journaux et que les enfants étudient dans leur livre d'instruction civique. Le second est une machinerie cachée et verrouillée, qui mène les politiques des Etats-Unis dans la guerre froide. Ce second gouvernement invisible collecte du renseignement, espionne et exécute des missions secrètes sur toute la planète. » Jolie défi-



© LAURE GIROS

vaient Wise et Ross, « une machinerie cachée et verrouillée ». Dans cette partie si reculée de l'Etat qu'elle en devient « invisible », seuls « ceux qui ont à en connaître » peuvent savoir. Pour les autres, cela n'existe pas. Le « Service » peut, par exemple, mener des missions d'« entrave ». Un terme élégant pour une réalité qui peut être

raison administrative. Voilà sans doute le véritable sujet de préoccupation pour Emmanuel Macron. Non sans paradoxe car le Président, énarque et Inspecteur des finances, est un produit chimiquement pur de cette haute administration. Comme son premier Premier ministre, Edouard Philippe, conseiller d'Etat, et son deuxième, Jean Castex, conseiller maître à la Cour des comptes. Inspection générale des finances, Conseil d'Etat et Cour des comptes : toutes les (premières) cases des grands corps à la sortie de l'ENA sont cochées !

La société française reste profondément (sic) marquée par la monarchie absolue et l'Etat administratif, mis en place par Bonaparte. Cet Etat profond a survécu presque intact aux innombrables changements de régime que la France a connus depuis 1789. Les professeurs de droit parlent d'une « constitution administrative de la France. » Afin de mettre au pas le Parlement et d'en finir avec le « régime des partis », la V^e République se fonde même

De profundis

Traduction de l'américain Deep State, l'Etat profond est un concept politique remis au goût du jour par Donald Trump et l'« alt-right ». Et repris entre autres par Emmanuel Macron. Il désigne, au sein de l'Etat ou de sa bureaucratie, une hiérarchie parallèle qui détiendrait secrètement le vrai pouvoir décisionnel quand l'Etat de droit ne serait qu'illusion. N'est-il qu'un fantasme de complotistes ou une réalité décrite depuis longtemps sous les termes d'establishment ou de technocratie ?

sur cette alliance très particulière entre un chef d'Etat tout puissant et la haute administration.

On parlait naguère de « technocratie », mais le mot semble désormais moins usité. Reste un joli petit livre, publié en 1967 à la Table ronde, par un certain Jacques Mandrin, intitulé *L'énarchie ou les mandarins de la société bourgeoise*. On y lisait ceci : « L'activité inlassable et gourmande de tant d'anciens bons élèves commence cependant d'effrayer. Le pays avait eu, il y a trente ans, le cauchemar de la Synarchie, mais elle n'existait pas ; il découvre l'Enarchie, elle existe bel et bien. Il en ressent l'effroi d'un honnête homme qui se réveille ficelé par des

La société française reste marquée par la monarchie absolue et l'Etat administratif, mis en place par Bonaparte. Cet Etat profond a survécu presque intact aux innombrables changements de régime que la France a connus depuis 1789

brigands. » Fichtre ! Sous le pseudonyme de Jacques Mandrin se cachait (à peine) le jeune Jean-Pierre Chevènement (avec Didier Motchane et Alain Gomez), sorti de l'ENA deux ans plus tôt...

Précarré. Dans cet Etat profond à la française, chacun défend d'abord sa parcelle de pouvoir. Il y a donc les trois grands corps : Conseil d'Etat, Inspection des finances et Cour des comptes. Auxquels s'ajoutent la préfectorale et les diplomates. Pour les bons en maths : Polytechnique, dans ses versions X-mines ou X-ponts. Les officiers généraux ne sont pas les derniers à défendre leur précarré et les magistrats veillent au grain. Ajoutez les normaliens et les agrégés. Les architectes en chef et les conservateurs du patrimoine. Secouez le tout... et il ne se passe rien ! Les équilibres internes se reconstituent, subtilement modifiés à la marge, mais toujours avec les mêmes composants.

Dans le monde d'hier, avant Emmanuel Macron, l'usage réservait « Etat profond » à d'autres pays que la France. La Turquie au premier chef. Depuis les années 1990, on y parle du « Derin Devlet » pour désigner les réseaux kémalistes de l'armée, des services de renseignement, de la police ou de la justice. Ils s'opposaient à la fois à la démocratisation du pays et aux islamistes. Cet Etat profond turc n'est pas un fantasme. Il était encore suffisamment puissant à la fin des années 1990 pour obtenir en 1997, la démission d'un Premier ministre, Necmettin Erbakan. Recep Tayyip Erdogan a été un adversaire déterminé du *Derin Devlet*. On l'a vu encore lors du procès dit « Ergenekon » dans les années 2000. Ces réseaux clandestins au sein de l'Etat seraient issus des structures mises en place par l'Otan et les Américains durant la Guerre froide. Il s'agissait de préparer très à l'avance des réseaux de résistance en cas d'invasion russe, d'où le nom de « Stay Behind ».

Outre la Turquie, le cas le plus célèbre est celui de « Gladio » en Italie. Ces groupes ont évolué hors contrôle démocratique, s'assurant des financements et des appuis politiques, souvent à l'extrême droite. En Italie, le scandale de la « loge P2 », dans les années 1980, est un autre exemple, comme le pouvoir des généraux en Algérie ou le noyau sécuritaire de l'Etat d'Israël.

« La plus belle des ruses du Diable est de vous persuader qu'il n'existe pas ! », écrivait Charles Baudelaire. N'est-ce pas également le cas de l'Etat profond ? Le sujet est décidément trop sérieux pour être abandonné aux fantasmes des complotistes.

Jean-Dominique Merchet
@jdomerchet

Prochain épisode
« Aux Etats-Unis, c'est à chacun son Etat profond »

Il y aurait, tapi dans nos institutions, un Etat secret qui gouvernerait hors du contrôle démocratique. Pour qui travaille-t-il ? A qui rend-il compte ? Le Grand Capital, les Juifs, les Francs-Maçons, les Américains, George Soros, les « aliens » de la zone 51...

dition, mais qui pose un problème : ce « gouvernement » ne se substitue pas au gouvernement légal des Etats-Unis. Il en est plutôt un organe clandestin.

Machinerie. Cet « Etat profond » existe vraiment. En France aussi. Depuis le succès du *Bureau des légendes*, les Français ont une meilleure idée de son fonctionnement. La DGSE et son bras armé, le Service Action, conduisent des actions clandestines. C'est, comme l'écri-

plus brutale, lorsqu'il s'agit d'empêcher des méchants de nuire aux intérêts ou à la sécurité de notre pays... François Hollande en fit publiquement état dans le livre *Un président ne devrait pas dire cela*.

Troisième possibilité. Celle-ci fait appel à la sociologie politique : l'Etat profond serait constitué de la haute administration et ses grands corps. Ceux-ci tiendraient rênes courtes des élus jugés incompetents ou irresponsables, en s'évertuant à les ramener dans le cercle de